

**Miura, Atsushi, Mr,** Acad, Anthropology, Japan: *Coopération et individu dans le contexte sud-est asiatique - Possibilité du développement coopératif aux Philippines* : [A4]

**Atsushi Miura**

Docteur d'anthropologie culturelle

Maître de conférence, Faculté des Arts Libéraux, Université de Saitama, Japon

## **1. Introduction**

### **Problèmes**

L'idée d'association est toujours présente au sein de l'imaginaire utopiste depuis les temps modernes. Dans la tradition philosophique ainsi que dans le mouvement social, les associations se conçoivent soit comme agent central pour l'établissement d'une société prospère, soit comme groupe moral qui relie les individus à l'Etat. Mais dans tous les cas, on parle d'association lorsqu'il s'agit de société démocratique. Aussi, les associations se sont développées partout dans le monde depuis le début des temps modernes, et on leur espérait un rôle qui n'était ni celui du gouvernement ni celui des entreprises. Pourtant, en réalité, les associations ne jouent pas toujours le rôle qu'on leur assigne, et elles finissent parfois par périr. Il en est de même pour les coopératives. Ces dernières sont des associations économiques qui cherchent à réaliser une économie équitable en demandant la participation démocratique des membres à la gestion de l'organisation. Cet esprit a été exprimé pleinement par les principes de Rochdale. Cependant, non seulement les coopératives n'atteignent pas toujours à leur objectif, et souvent font faillite. Pourquoi les coopératives n'ont-elles pas réussi de succès ? Nous développerons cette question à travers l'examen du cas particulier des coopératives philippines.

### **Coopératives aux philippines**

#### **(1) Situation générale**

##### **Associations et coopératives aux Philippines**

Les Philippines sont renommées pour la prolifération de leurs associations. Les associations s'y sont multipliées depuis le début du XXe siècle, et d'une manière spectaculaire après la révolution EDSA en 1986 où, soutenue par un grand mouvement d'associations populaires, une grande manifestation ayant lieu à EDSA Avenue de la capitale enfin expulsa le dictateur Marcos. Le développement des associations est souvent considéré comme un facteur de consolidation de la société civile à la philippine (Zialcita, 1997). Pourtant, si l'on examine de près la situation, le phénomène est plus complexe qu'il y paraît. Certes, les associations interviennent de manière très active dans la politique nationale depuis la chute du régime autoritaire. Mais, il y a une grande hétérogénéité entre les associations. Si les associations créées au sein des classes aisées deviennent le noyau du mouvement libéral de la société civile, les associations des paysans pauvres font toujours face à la situation financière difficile, et un grand nombre d'entre elles arrêtent de fonctionner au bout de quelques années d'activité.

L'histoire du développement coopératif montre le même phénomène. Le peuple de l'archipel philippin garde une bonne tradition de la coopération mutuelle au sein du village et de la famille depuis l'époque précoloniale. Les Philippines s'entraidaient pour la plantation du riz, les funérailles, la construction de leurs maisons. Quand une famille était dans une difficulté économique, des voisins et de proches parents leur proposaient des prêts sous certaines conditions. Sur cette base coutumière, qui est encore vivante aujourd'hui, le gouvernement ainsi que les militants du mouvement populaire ont cherché à fonder des coopératives modernes depuis l'aube de la révolution philippine à la fin du XIXe siècle. Durant le XXe siècle, l'effort du développement coopératif n'a cessé quel que soit le président de la république au pouvoir. Après la révolution EDSA, et surtout après la promulgation du Code des coopératives en 1990, le nombre des coopératives se multiplia d'une manière d'autant plus forte que ce Code, tout comme la nouvelle Constitution, incarnaient l'esprit de « People Power » de la révolution EDSA. A cette époque, la Land Bank of the Philippines (LBP), banque nationale créée pour soutenir la réforme agraire, commença aussi à financer des coopératives de crédit pour le développement rural.

Malgré ces efforts continuels, l'histoire du développement coopératif aux Philippines se caractérise toujours par l'échec. Les spécialistes expliquent l'échec des coopératives soit par le manque de discipline et de moralité des sociétaires, soit par une gestion inefficace, soit encore par l'insuffisance du capital. Pourtant, ces explications ne sont pas convaincantes ; on peut constater que les paysans font preuve d'une grande moralité dans la coopération quotidienne pour la plantation du riz ou encore pour les funérailles. De même, la situation financière ainsi que la gestion des coopératives sont largement soutenues par le gouvernement. De ce fait, nous devons chercher une autre explication pour rendre compte de l'échec du développement coopératif chez les paysans philippins.

### **Situation générale du site de l'enquête, Province de Bohol**

Pour aborder cette question, nous avons effectué, de 2002 à 2004, dans la Province de Bohol au centre de l'archipel, deux types d'enquêtes: une enquête statistique par questionnaire portant sur l'attitude des habitants vis-à-vis des coopératives, et une enquête ethnographique sur une coopérative.

La Province de Bohol se trouve au centre de l'archipel, juste au sud de l'île de Cebu. Elle comprend l'île de Bohol et de petites îles alentour. La ville de Cebu, qui est la troisième ville du pays, est tout près de la Province de Bohol. Les Boholanos (gens de Bohol) s'y rendent souvent pour le commerce, le travail, ou pour l'éducation. Par contre, la Province de Bohol est une région essentiellement paysanne et relativement pauvre ; 48% des habitants (dont la plupart sont des paysans) vivent au-dessous du seuil de la pauvreté (c'est-à-dire qu'ils vivent avec moins de deux dollars par jour). Le riz est le produit le plus important, mais dans la plupart des cas, les paysans n'en vendent pas au marché, ils l'utilisent pour leur propre consommation. Les légumineuses et les fruits sont les principales sources du revenu monétaire. Mais, la production agricole ne suffit pas à subvenir à leur besoin quotidien. Ainsi, ils ont des activités supplémentaires de petits commerces et de petits services. Certains vont même travailler temporairement dans les grandes villes (telles Manille, Cebu, ou Davao) ou aux pays étrangers.

### **(2) Fonctionnement des coopératives à Bohol**

#### **Caractéristiques générales des coopératives à Bohol**

L'enquête statistique a été réalisée par l'interview effectuée auprès de 2,000 membres de différentes coopératives (Bersaluna, 2005). Sur 2,000 interviews, 1,776 réponses ont pu être traitées. Le résultat de l'enquête montre bien certaines caractéristiques des coopératives à Bohol. Premièrement, les interlocuteurs veulent avant tout avoir des coopératives de crédit ou des coopératives à objectif multiple (*multi-purpose cooperatives*) avec crédit et services aux consommateurs. Les paysans de Bohol n'imaginent pas la possibilité d'autres activités au sein de la coopérative. Deuxièmement, la plupart des coopératives sont fondées sur l'initiative du gouvernement ou des politiques, et non pas sur l'initiative des habitants. Troisièmement, les interlocuteurs affirment que les coopératives contribuent probablement à l'amélioration de la vie humaine. Pourtant, seule la moitié des interlocuteurs effectue des transactions quotidiennes avec leurs coopératives.

Ce résultat suggère que les gens soient favorables aux coopératives parce qu'elles étaient fondées par le gouvernement ou des politiques, et non pas parce qu'elles leur rapportent des profits substantiels de manière démocratique. Ce résultat ne semble pas conforme à l'idée des coopératives. Examinons maintenant les résultats de l'enquête ethnographique afin d'explorer les raisons pour lesquelles l'attitude des habitants diverge de l'idée de coopération.

#### **Caractéristique de l'activité**

Dans le cadre de l'enquête ethnographique, nous avons examiné le fonctionnement de la coopérative et l'attitude des paysans à travers une coopérative paysanne qui avait plus de 1,000 membres. La coopérative se trouve dans un grand village (*barangay*) longeant une route principale de l'île. Dans ce village et dans d'autres villages alentour, les habitants vivent principalement de la production du riz et de légumineuses. Ils exercent aussi de petits services ou commerces comme source de revenu supplémentaire. Au centre du village il y a un marché public, dans lequel se trouvent aussi de petites épiceries. A côté du bâtiment du marché est le bureau de la coopérative et le petit magasin coopératif pour le service à la consommation. Cette coopérative a deux activités principales, le crédit et les services aux consommateurs.

La coopérative fut fondée en 1989. Dans un climat politique favorable aux associations, de petits commerçants du marché décidèrent de la créer pour réaliser de la microfinance. Parmi les membres fondateurs, il y avait quelques caciques du village, dont l'un d'eux deviendra plus tard le chef du village (*barangay captain*), puis conseiller d'arrondissement (*municipal councilor*). Pour bien gérer la coopérative, le conseil d'administration de la coopérative recruta une personne qui réalisa un développement rapide de la coopérative tout en proposant aux membres différents projets. Pour ces projets, la coopérative demandait une aide financière au gouvernement et à la LBP, et louait de l'argent aux membres. Après quelques années, la coopérative devint une des associations principales de la province. Grâce à ce succès, la comptable de la coopérative fut élue au rang de chef du village, et le directeur devint secrétaire du village.

Pourtant, la situation de la coopérative se révéla critique en 2002 ; le remboursement de la plupart des prêts traînaient depuis des années, et le capital de la coopérative s'épuisa. De plus, le directeur fut expulsé de la coopérative en raison du détournement de fonds (il trouva toutefois un poste à la mairie d'arrondissement dont le maire n'était autre que son cousin). En même temps, un paysan qui n'était pas favorable à la coopérative fut élu au rang de chef du village. Ainsi, la coopérative dut arrêter son activité en 2004.

#### **Nature de l'activité coopérative**

Pourquoi la coopérative est-elle arrivée à une telle situation malgré son succès du début ? Les documents

financiers pour la période 1996-2002 montrent que la principale activité était le crédit, et que le petit magasin coopératif n'avait pas d'importance sur le plan économique. En effet, les articles n'étaient pas très variés, et les sociétaires préféraient faire leur course dans des épiceries voisines. Le crédit avait pour objectif de délivrer un service de microfinance auprès des paysans. L'activité de la coopérative se fondait sur le capital partagé entre les sociétaires et la dette au gouvernement et à la LBP ; pour la période d'étude, le montant de la dette était 4 fois supérieur à celui du capital partagé, et l'actif total était P. 7,565,000 en 2002, dont plus de P. 6,954,000 était voué aux prêts. Pourtant, il est à noter que, d'une part, 75 % des emprunteurs ne s'acquittaient pas de la dette avant la date limite, et même certains jamais. D'autre part, le montant de l'avance que le personnel demandait à la coopérative augmentait toujours (P. 98,000 en 2002). Durant cette époque, on parlait déjà de fraude fiscale au sein de la coopérative.

Dans cette situation, les employés et les sociétaires se reprochaient mutuellement la faute ; les employés se plaignaient que les sociétaires n'aient pas de discipline, et les sociétaires dénonçaient les employés d'avoir volé leur argent en disant que ces reproches à leurs égards les humiliaient. Mais, force est de constater que tous les deux dépensaient de l'argent de la coopérative sans se soucier de son remboursement.

Le comportement des sociétaires et des employés est symptomatique de la coopérative. Ici, la coopérative est une organisation qui introduit des ressources monétaires gouvernementales et les redistribue aux locaux. En théorie, pour que l'activité de la coopérative de crédit soit durable, les paysans qui demandent les prêts doivent réaliser un certain profit par l'investissement qu'ils réalisent avec ces prêts. Mais, en réalité, au lieu d'investir, ils ne peuvent pas s'empêcher de dépenser ces argents pour subvenir aux dépenses de la vie courante comme l'hospitalisation, l'éducation, ou la réalisation de fêtes. Ainsi, les paysans ne peuvent pas s'acquitter de la dette, et la coopérative perd son capital. Pour sauver la coopérative, les employés demandèrent aux emprunteurs d'observer les règles, et parfois ils refusaient des prêts aux sociétaires à cause de leurs comportements délictueux. Mais ces sociétaires se sentaient humiliés en cas de refus, et nombreux d'entre eux se détachèrent de la coopérative.

### **3. Individus et structure de la coopération**

#### **(1) Attitudes des paysans et structure de la coopération**

##### **Stratégie paysanne et stratégie coopérative**

Pourquoi les paysans ne s'acquittent-ils pas de leur dette ? On explique cette attitude paysanne souvent par le manque de moralité, qui semble par ailleurs peu plausible au regard de la discipline qu'ils exercent au sein du village. Il nous faut donc chercher une autre explication pour rendre compte de l'attitude des paysans vis-à-vis de la coopérative. Si l'échec de la coopérative résulte du manque de l'investissement chez les paysans, l'analyse de l'économie domestique s'avère nécessaire pour comprendre leur comportement.

Les paysans vivent de l'agriculture et de petits commerces. Ils peuvent également espérer l'aide financière de proches parents qui travaillent dans les grandes villes, mais la vie dépend largement de l'agriculture. En raison de l'inefficacité du système d'irrigation et du manque d'épargne, les conditions de la production agricole étaient toujours instables, affectées par le changement climatique, le caprice du marché agricole, et des troubles inattendus et urgents (maladie, blessure, etc.). Ainsi, les paysans envisagent toujours les risques imprévus qui pourraient réduire leur vie à néant. Par conséquent, ils ne peuvent pas investir dans la production agricole par peur de l'endettement, qui pourrait s'aggraver en cas d'échec de la production. Dans ces conditions, les paysans sont obligés de dépenser leurs prêts pour subvenir aux besoins de la vie quotidienne, au lieu d'investir dans la production. Par conséquent, ils ne peuvent pas s'acquitter de leur dette. Les prêts contribuent alors à diminuer les difficultés qui surviennent dans la vie paysanne, grâce aux prêts gouvernementaux, mais sans produire de valeur économique. Pour investir dans la production agricole, les paysans préfèrent se servir de l'argent qu'ils ont déjà gagné ou qu'ils demandent à des proches parents. Dans ce cas-ci, ils n'auraient pas d'obligation stricte de s'acquitter de leur dette.

Le dysfonctionnement de la coopérative résulte donc, non pas du manque de discipline des paysans, mais du manque de coordination des deux différentes activités économiques : celle des groupes domestiques et celle de la coopérative. Dans ces conditions difficiles, les paysans espèrent que la coopérative assurera leurs besoins pour leur vie quotidienne en leur apportant des ressources monétaires provenant de l'Etat, sans leur demander une contrepartie. Ils n'attendent pas que la coopérative leur procure le capital nécessaire pour la production.

##### **Coopération et relation de propriété**

La structure organisationnelle de la coopérative renforce l'attitude paysanne. Pour l'activité du crédit coopératif, la « coopération » entre les sociétaires n'est pas réellement nécessaire, parce que l'attitude d'un sociétaire n'affecte pas le profit des autres. En effet, qu'un sociétaire s'acquitte ou non de la dette, les autres membres ne sont pas touchés directement. Le manque de coopération entre les membres signifie que chaque membre a seulement affaire à la coopérative sans avoir à gérer les transactions sociales avec les autres membres au sein de

la coopérative. Dans cette situation, le capital partagé de la coopérative n'apparaît pas comme propriété commune gérée collectivement, mais comme ressource qui leur est librement accessible. Sur ce point, la structure de l'organisation des coopératives de Bohol est différente de celle des coopératives de production en Europe (cf. Miura, 2006 ; Miura, s.d.). Dans les coopératives de production où le capital (moyens de production) est géré collectivement, les sociétaires ne peuvent pas toucher au profit sans une coopération réelle. Ces coopératives se trouvent au milieu entre le marché et la famille, et protègent les paysans contre le caprice du marché. Par contre, dans les coopératives de crédit de Bohol, ce n'est pas la coopération, mais l'investissement individuel de chaque paysan avec les prêts, qui rapportent des bénéfices à la coopérative ; ici, la coopérative aussi bien que les paysans n'ont pas besoin de la coopération pour faire des profits, et les paysans s'exposent directement devant le marché sans intermédiaire des coopératives.

Comme les études sur les propriétés communes le montrent, on exploite les ressources à accès libre jusqu'au bout, tandis que l'on utilise les ressources communes d'une manière durable par la gestion collective. De ce fait, il est évident que les sociétaires de la coopérative que l'on étudie ici, cherchent à demander des prêts sans se soucier du remboursement de leur dette ; la coopérative est exploitée jusqu'à ce qu'elle épuise son capital.

## **(2) Individu et coopérative dans le contexte historique**

### **Coopération et la relation sociale traditionnelle**

Pourtant, même s'il est économiquement raisonnable pour les paysans de chercher à dépenser le capital de la coopérative pour stabiliser leur vie, cette attitude va à l'encontre de la norme coopérative présentée dans le Code des coopératives. Ici, les paysans la défendent comme justifiable, et se sentent humiliés lorsqu'on leur reproche leur comportement. Comment peut-on expliquer le comportement des paysans qui n'est apparemment pas conforme à la norme coopérative ?

Nous pouvons chercher la justification de ces comportements par l'histoire. Dans l'archipel philippin, qui fait partie de l'aire culturelle malaise, les terrains vagues sont traditionnellement considérés comme ressources à accès libre, et tout le monde peut les cultiver. Les fonds de la coopérative s'assimilent en quelque sorte au terrain vague. Pourtant à la différence du terrain vague qui existe naturellement sur place, les ressources de la coopérative de crédit proviennent du gouvernement et sont distribuées aux sociétaires toujours par l'intermédiaire de la coopérative. Ici, le rôle de la coopérative correspond justement à celui des chefs traditionnels des sociétés malaises (Khasnor, 1999). Comme les *datus*, chefs politiques traditionnels, les cadres de la coopérative (le président, des conseillers d'administration, et le directeur) distribuent des biens aux habitants, les protègent, et garantissent la justice en échange de leur respect. Ainsi, la coopérative joue le rôle de courtier, servant de relais entre les paysans et le gouvernement, afin d'introduire de l'argent de l'Etat.

C'est pourquoi les cadres de la coopérative doivent être impliqués dans le système politique ou administratif local, parce que les réseaux politiques et administratifs leur permettent d'avoir accès aux ressources gouvernementales. Ces chefs politiques ne peuvent pas garder leur position à moins qu'ils ne distribuent les services ou les richesses aux habitants locaux. De ce système résulte l'inévitabilité de la corruption dans cette société. A chaque élection, les voix sont achetées. Cette attitude des gens ne témoigne pas d'un manque d'éducation morale. Il s'agit plutôt d'une survivance du système politique traditionnel de la culture malaise. Ainsi, l'attitude des paysans vis-à-vis de la coopérative apparaît conforme aux lois coutumières traditionnelles philippines.

### **Individu et idée du pouvoir « à la philippine »**

L'ordre social qui encadre la propriété coutumière et la position des chefs politiques est indissociable de l'idée locale du pouvoir (*ating-ating*). Selon la société philippine, le pouvoir est une sorte d'énergie mystique limitée ; on peut devenir le chef politique en concentrant le pouvoir avec un effort ascétique. Cette idée du pouvoir n'incite pas au jugement moral. Le peuple suit le chef politique quand il a tous les pouvoirs entre ses mains et se montre puissant. Une fois dépossédé du pouvoir, le peuple commence à chercher un nouveau chef politique. Cette idée du pouvoir est d'origine hindouiste, et s'observe dans toute l'aire culturelle malaise (cf. Anderson, 1972). Non seulement elle joua un rôle important dans la Révolution philippine en 1898 (Ileto, 1979), mais joue encore un rôle significatif aujourd'hui (Borchgrevink, 2003).

Les paysans considèrent le directeur de la coopérative comme ayant un pouvoir, parce qu'il rapporte de l'argent du gouvernement aux habitants. Par conséquent, il leur est naturel de le suivre. S'ils demandent de l'argent à la coopérative, c'est parce qu'ils reconnaissent le pouvoir du directeur, et parce qu'ils espèrent que la coopérative joue le rôle des chefs traditionnels.

Mais, ce n'est pas seulement les chefs politiques qui possèdent l'énergie mystique du pouvoir. Les paysans partagent aussi une partie de ce pouvoir. C'est pourquoi les paysans se sentent humiliés quand on leur reproche le comportement qui n'est pas conforme à la norme coopérative. En effet, le reproche fait perdre son pouvoir et, donc, la confiance de l'autrui, ce qui les rend faibles à l'égard de leur monde social et religieux. En d'autres mots, le pouvoir en tant qu'énergie mystique est le fondement de la personne de chaque individu. De cette manière,

derrière la réalité de la coopérative, on trouve l'idée particulière de l'individu qui canalise le comportement des gens concernés.

Tandis que les paysans espèrent que les hommes des classes dominantes jouent le rôle traditionnel des chefs traditionnels, ceux-ci incarnent aujourd'hui aussi la moralité du capitalisme et de l'administration à l'occidentale qu'ils ont apprise sous la domination américaine (cf. Schaffer, 2005). La norme moderne des coopératives en est une partie. Ainsi, le gouvernement demande aux sociétaires des coopératives de s'acquitter de la dette comme il faut. Nous sommes donc en présence de deux logiques qui s'opposent, les comportements délictuels et la corruption étant la réponse à cette contradiction.

### **(3) Possibilité des coopératives durables à la philippine**

#### **Coopératives philippines et cultures malaise**

Maintenant, nous pouvons dire que l'attitude des paysans s'inscrit dans le contexte de la culture malaise qui s'étend à l'ensemble du monde insulaire de l'Asie du Sud-Est, dont l'archipel philippin. Cette aire culturelle s'est formée avec le commerce maritime du peuple malais, développé surtout depuis le XV<sup>e</sup> siècle. Malgré la diversité, les sociétés de la région partagent encore aujourd'hui de nombreuses caractéristiques, comme les notions de propriété, de hiérarchie sociale, et de pouvoir. De même, la société rurale de Bohol conserve ces caractéristiques pré-espagnoles.

Selon cette vision traditionnelle, la coopérative de crédit établit inévitablement une relation verticale, parce que distribuer de l'argent aux paysans est le rôle des chefs. L'échec des coopératives de crédit est donc inhérent au système ; à travers la coopérative, les sociétaires épuisent le fond gouvernemental. On arrive donc à la même conclusion que celle de Belloncle qui affirme que les principes de Rochdale sont d'autant moins applicables aux sociétés africaines que l'idée de l'individu est différente de celle des Européens (Belloncle, 1993). De même, contrairement à ce que disent les spécialistes du mouvement coopératif, le modèle coopératif occidental n'est pas applicable aux Philippines sans modification. Tant que la durabilité manque aux coopératives, celles-ci et ne pourrait pas réduire la pauvreté des paysans, et donc ne pourrait pas insérer les paysans pauvres dans la société civile philippine. Nous devons chercher un autre système qui soutient durablement la vie paysanne sur la base de la notion culturelle de l'individu.

#### **A la recherche d'un modèle philippin**

Dans ces conditions, il est indispensable d'encourager les paysans à produire plus pour améliorer leur niveau de vie et minimiser la différence de classes. Si les coopératives de crédit, largement répandues dans l'archipel, sont difficilement viables chez les paysans pauvres, c'est en raison de la nature hiérarchique de l'activité financière, du manque de coopération, et de la grande instabilité de leur vie quotidienne.

Par conséquent, pour la réduction de la pauvreté, il faut tout d'abord baisser les risques potentiels envisagés par les paysans sans établir pour autant de relations hiérarchiques. Des organisations d'aides mutuelles entre les paysans telles les coopératives, pourraient certainement y contribuer, à condition que, au sein de l'organisation, ils réalisent une vraie coopération. Les coopératives de production ou de vente collective des produits peuvent en être ; au moyen du contrôle collectif du capital partagé par les sociétaires, ces coopératives pourraient assurer l'activité économique même dans les moments difficiles. Il faudrait aussi établir un système qui assure les besoins de la vie quotidienne avec l'épargne et l'assurance, et stimuler l'investissement dans la production pour sécuriser la vie locale.

#### **Conclusion**

L'idée de coopérative est dérivée de l'histoire sociale européenne. Mais la société philippine conserve toujours des caractéristiques précoloniales qui ne sont pas toujours compatibles avec le modèle européen, en raison des systèmes sociaux différents ainsi que des idées différentes de l'individu. Certes, les coopératives sont des organisations intermédiaires qui relient les sociétés locales à la société globale. Mais les coopératives de crédit aux Philippines finissent par renforcer la relation hiérarchique de la société locale. Ici, leur gestion ne se soumet pas à la norme moderne de la société globale, mais à la norme traditionnelle et paysanne. L'échec des coopératives chez les paysans philippins est le fait de la mauvaise adaptation de l'idée européenne à la société philippine. Pourtant, dans la situation actuelle de l'économie philippine, la coopération serait nécessaire pour stabiliser la vie rurale et réaliser une économie équitable. Ainsi, il faut adapter l'idée de coopérative à la société philippine, tout en gardant une bonne tradition occidentale : chercher une économie équitable.

#### **Référence**

ANDERSON, B. (1972) Idea of Power in Javanese Culture, in Claire HOLT (ed.), *Culture and Politics in Indonesia*,

Ithaca: Cornell University Press.

BELLONCLE, G. (1993) *Anthropologie appliquée et développement associatif*, Paris: L'Harmattan.

BERSALUNA, M., (2005) Management Problems of the Sampled Cooperatives in Bohol, in A. MIURA (ed.), *A Study of the Possibilities of Cooperatives in Sustainable Social Development*, Project Final Report for the Grant-in-Aid in Scientific Research [Scientific Research B-(2)], Saitama, p. 15-50.

BORCHGREVINK, A. (2003) Ideas of Power in the Philippines, *Cultural Dynamics*, 15 (1): 41 –69.

ILETO, R. (1979) *Pasyon and Revolution: Popular Movements in the Philippines 1840-1910*, Quezon: Ateneo de Manila University Press.

KHASNOR Johan (1999) The Undang-Undang Melaka: Reflections on Malay Society in Fifteenth Century Malacca, *Journal of Malaysian Branch of Royal Asiatic Society*, 72(2): 131-150.

MIURA, A. (2005) Cooperative and Household Strategy, in A. MIURA (ed.), *A Study of the Possibilities of Cooperatives in Sustainable Social Development*, Project Final Report for the Grant-in-Aid in Scientific Research [Scientific Research B-(2)], Saitama, p. 51-78.

MIURA, A. (2006) Le caractère social et culturel des coopératives agricoles au Japon, comparé avec des cas en France et aux Philippines, in M. HUMBERT et A. CAILLE (éds.), *La démocratie au peril de l'économie*, Rennes: Presses Universitaires de Rennes.

MIURA, A. (s.d.) *Role of Cooperatives in the Modern Market Economy: Mediation Mechanism of Cooperatives in French Rural Jura*, manuscript.

SCHAFFER, F. C. (2005) *Clean Elections and the Great Unwashed: Vote Buying and Voter Education in the Philippines*, Occasional Papers of the School of Social Science no. 21, Princeton: Institute for Advanced Study.

ZIALCITA, F. N. (1997) Barriers and Bridges to a Democratic Culture, in Maria DIOKNO (ed.), *Democracy and Citizenship in Filipino Political Culture: Philippine Democracy Agenda, Vol. 1*, Quezon: Third World Studies Center.